

Cas 4 : Le distributeur réalise tous les ouvrages (étude technique, pose de coffrets, travaux de réseau)



Direction Clients Territoires Nom de la Région

Immeuble x  
Adresse complète  
Adresse complète  
00 000 Ville cedex 000  
E mail :  
Tél. : +33 X 00 00 00 00  
Fax : +33 X 00 00 00 00

Nos références : N° Rapsodie + N° Devis IEP

Date : 27 mars 2017

## Convention de desserte en gaz naturel du LOTISSEMENT

**Nom du LOTISSEMENT**

**Adresse**

**Code Postal Ville**

entre

GRDF

et

**Nom du LOTISSEUR-AMENAGEUR**

## Sommaire

■	PRÉAMBULE .....	5
■	ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION .....	5
■	ARTICLE 2 – DÉFINITIONS.....	6
■	ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
■	ARTICLE 4 – ASPECTS FINANCIERS – RENTABILITÉ ET FINANCEMENT .....	7
	4.1 Rentabilité de l'alimentation au gaz naturel .....	7
	4.2 Engagements du LOTISSEUR-AMENAGEUR .....	8
	4.2.1 Promotion de l'énergie gaz.....	8
	4.2.2 Communication vers les clients acquéreurs.....	8
	4.3 Engagements du DISTRIBUTEUR.....	8
	4.3.1 Mise en ligne du lotissement sur ses sites internet et communication.....	8
	4.3.2 Principes de financement des travaux.....	9
	4.4 . Financement des travaux réalisés par le LOTISSEUR-AMENAGEUR à l'intérieur de la zone.....	10
■	ARTICLE 5 – MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION .....	10
	5.1 –Modalités de facturation.....	10
■	ARTICLE 6 – ASPECTS TECHNIQUES – RÉSEAU D'AMENÉE.....	11
■	ARTICLE 7 – ASPECTS TECHNIQUES – OUVRAGES À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE.....	11
	7.1 Réalisation de l'Étude Technique par le Distributeur.....	12
	7.2 Réalisation des Ouvrages à l'intérieur de la zone .....	12
	7.2.1 -Coordination Sécurité Protection de la Santé.....	12
	7.2.2 – Engagements du LOTISSEUR-AMENAGEUR concernant la réalisation des ouvrages.....	12
	7.2.3 Engagements du DISTRIBUTEUR concernant la réalisation des ouvrages .....	13
	7.3 Opérations de fin de chantier.....	13
	7.3.1 – Réception des ouvrages par le Distributeur .....	13
	7.3.2 - Réception des ouvrages par le Lotisseur-Aménageur.....	13
	7.4 – Prise en charge de l'ouvrage par le DISTRIBUTEUR pour incorporation dans la concession.....	14
■	ARTICLE 8 – RÉGIME DES CANALISATIONS ET ASPECT FONCIER.....	14
	8.1 Ouvrages en Concession et accessibilité des compteurs .....	14
	8.2 Création de servitudes .....	14
	8.2.1 – Servitude consentie par le LOTISSEUR-AMENAGEUR au DISTRIBUTEUR.....	14
	8.2.2 – Droit d'accès et d'intervention du DISTRIBUTEUR.....	15
	8.2.3 -.Documents à remettre par le LOTISSEUR AMENAGEUR .....	15

8.3 Non-obtention des autorisations.....	15
■ ARTICLE 9 - CESSION – CLAUSE D’AGRÉMENT .....	15
■ ARTICLE 10 - VALIDITÉ -RÉSILIATION- DÉSISTEMENT .....	16
■ ARTICLE 11 - NON-EXCLUSIVITÉ .....	16
■ ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ .....	16
■ ARTICLE 13 – LITIGES .....	16
■ ARTICLE 14 - RESPONSABILITÉ.....	16
Signatures.....	17
■ LISTE DES ANNEXES.....	18

## CONVENTION

Entre

### Nom du LOTISSEUR-AMENAGEUR

Nature de la société dont le siège social est sis Adresse Siège social, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de ..... sous le numéro .....,

Représenté par Monsieur, Madame, Prénom, Nom, Fonction, dûment habilité(e) à cet effet,

Désignée ci-après par le LOTISSEUR-AMENAGEUR,

et

GRDF Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 €, dont le siège social est situé au 6 rue Condorcet 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511 RCS,

Représenté par Monsieur, Madame, Prénom, Nom, Fonction, Entité dûment habilité(e) à cet effet,

Désigné ci-après par le DISTRIBUTEUR.

Concernant un LOTISSEMENT situé :

Adresse de l'opération

Désignée ci-après par le LOTISSEMENT

Les interlocuteurs respectifs chez le DISTRIBUTEUR et chez le LOTISSEUR-AMENAGEUR pour l'opération sont précisés en Annexe 1.

# Préambule

## Descriptifs des attentes du LOTISSEUR-AMENAGEUR et de l'opération

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR souhaite construire le LOTISSEMENT **Nom du LOTISSEMENT** situé sur le territoire de la commune de **Nom de la commune**.

Il souhaite :

- faire bénéficier les futurs acquéreurs des Lots, de la possibilité de se raccorder aisément au réseau de distribution de gaz naturel.
- apporter à ses clients acquéreurs de logement une réponse à leurs attentes dans le domaine de l'énergie en leur permettant de bénéficier d'un haut niveau de confort à moindre coût.
- enfin assurer une commercialisation rapide de son LOTISSEMENT, garantir sa tranquillité lors de la réalisation des travaux et offrir l'image d'un LOTISSEUR-AMENAGEUR soucieux d'apporter à ses clients du confort et de la qualité.

A cet effet, le LOTISSEUR-AMENAGEUR a fait une demande de permis d'aménagement sous la référence ..... en date du ..... auprès de la commune de .....

Suivant le cas mettre la phrase adaptée A ou B :

**A :** aucun lot n'est alimenté avec un branchement en provenance de la voie publique.

**B :** Le lotissement est situé en bordure de voie publique et des branchements sont prévus depuis le domaine public pour alimenter des lots. Leur nombre est précisé en Annexe 2. Ajouter texte au § 724 et au §8.3.

## Descriptif des attentes du DISTRIBUTEUR

Dans le cadre de sa mission de développement des usages du gaz , le distributeur accompagne le lotisseur aménageur dans le projet de desserte du lotissement **Nom du LOTISSEMENT** situé sur le territoire de la commune de **Nom de la commune**.

## Ambition partagée du DISTRIBUTEUR et du LOTISSEUR-AMENAGEUR

Le Distributeur et le LOTISSEUR-AMENAGEUR ont pour ambition que le gaz naturel soit l'énergie de chauffage de X lots dans le lotissement **Nom du LOTISSEMENT** situé sur le territoire de la commune de **Nom de la commune**.

Les Parties ont donc convenu de ce qui suit :

# Article 1 – Objet de la convention

La présente Convention de desserte, ci-après dénommée la CONVENTION, a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et commerciales dans lesquelles les parties conviennent de coopérer conformément aux objectifs définis, pour la réalisation de l'opération **Nom de l'opération** que le LOTISSEUR-AMENAGEUR envisage de réaliser à **lieu, n° de département**, ci-après désignée le LOTISSEMENT.

Elle concerne l'ensemble des Lots du LOTISSEMENT.

## Article 2 – Définitions

Dans la présente CONVENTION, les parties conviennent de donner les significations suivantes aux termes :

Ayants-droit : les ayants-droits sont les propriétaires successifs d'un même Lot.

Branchement : ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution de gaz naturel existante ou l'Extension et la bride amont du poste de livraison ou l'organe de coupure générale.

Concession : contrat par lequel une collectivité publique (l'autorité concédante) confie la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité à un Concessionnaire public ou privé aux risques et périls de celui-ci, pour une longue durée moyennant une rémunération substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service.

Extension : si nécessaire, au plan technique, ouvrage assurant la liaison entre le réseau de distribution existant et le(s) Branchement(s).

Lot : parcelle de terrain issue de la division foncière relevant de l'opération de Lotissement.

Lotissement : constitue un lotissement la division en propriété ou en jouissance d'une unité foncière ou de plusieurs unités foncières contigües ayant pour objet de créer un ou plusieurs lots destinés à être bâtis (art. L.442-1 du code de l'urbanisme).

Le périmètre du lotissement comprend le lot ou les lots destinés à l'implantation de bâtiments ainsi que, s'ils sont prévus, les voies de desserte, les équipements et les espaces communs à ces lots. Le lotisseur peut toutefois choisir d'inclure dans le périmètre du lotissement des parties déjà bâties de l'unité foncière ou des unités foncières concernées (art. L.442-1-2 du code de l'urbanisme).

Lotisseur : le Lotisseur aménage une propriété foncière en vue de l'implantation de maisons individuelles par des acquéreurs de lot. L'acquéreur d'un lot a la liberté de construire sa maison et a le choix de l'énergie.

Mise en gaz : opération consistant à remplir une Extension et/ou un Branchement et/ou un Poste de livraison de gaz naturel tout en empêchant un débit permanent de ce gaz.

Mise en service : opération consistant à rendre possible un débit permanent de gaz naturel dans une extension et/ou un branchement et/ou un poste de livraison ayant fait préalablement l'objet d'une mise en gaz.

Ouvrages à l'intérieur du lotissement : avant la Remise d'ouvrage, ensemble des ouvrages et installations n'appartenant pas au réseau de distribution et situés en aval du Réseau d'amenée : les canalisations et branchements PE<sup>1</sup> (ou acier) et accessoires, situées à l'aval du Réseau d'amenée et, le cas échéant, les conduites montantes, et tous organes tels que robinets, protection cathodique (réseau acier), nécessaires au bon fonctionnement et à la conservation de l'ensemble des ouvrages. A l'issue de la Remise d'ouvrage, ces ouvrages entrent alors en Concession. Seules les installations intérieures à chaque Lot, en aval du compteur, restent en propriété privé.

Permis d'aménager : doivent être précédés de la délivrance d'un permis d'aménager, les lotissements qui prévoient la création ou l'aménagement de voies, d'espaces ou d'équipements communs internes au lotissement (art. R421-19 du code de l'urbanisme).

Les lotissements qui ne sont pas soumis à la délivrance d'un permis d'aménager doivent faire l'objet d'une déclaration préalable (art. L442-4 du code de l'urbanisme).

Plan de masse : plan représentant l'emplacement du projet d'aménagement et précisant les limites et l'orientation du terrain, la répartition entre les terrains réservés à des équipements collectifs et les terrains destinés à une utilisation privative, le tracé des voies de desserte et de raccordement et l'altimétrie des voies.

Plan de situation : plan donnant la situation géographique du terrain concerné dans le périmètre de la commune dont il dépend.

Réception d'ouvrage : acte par lequel le LOTISSEUR-AMENAGEUR procède, sous sa responsabilité, à la réception des ouvrages dont il a commandé la réalisation à un ou plusieurs entrepreneurs. La date de Réception d'ouvrage fixe le jour de départ des garanties dues par le ou les constructeur(s).

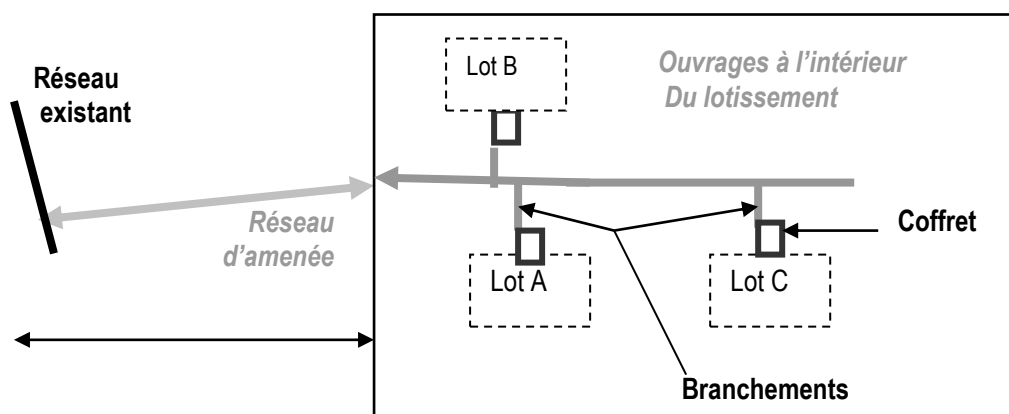
Remise d'ouvrage : acte matérialisé par un dossier de remise d'ouvrage par lequel le DISTRIBUTEUR accepte d'incorporer les ouvrages réalisés par le LOTISSEUR-AMENAGEUR à sa concession, et signé par les deux parties.

Réseau d'amenée : ensemble des ouvrages et installations amenant le gaz depuis le réseau de distribution existant jusqu'à l'entrée des Ouvrages à l'intérieur de la zone d'aménagement ou de lotissement.

---

<sup>1</sup> Polyéthylène.

**Schéma de principe : synthèse des ouvrages et installations**  
(avant retour éventuel de la voirie en domaine public)



## Article 3 – Documents contractuels

Le contrat est constitué des documents suivants :

- la présente convention et ses annexes,

En cas de contradiction, chaque document prévaut sur le suivant, dans l'ordre d'énumération.

## Article 4 – Aspects financiers – Rentabilité et financement

### 4.1 Rentabilité de l'alimentation au gaz naturel

Le DISTRIBUTEUR a réalisé l'étude technico-économique de rentabilité du LOTISSEMENT sur la base des éléments fournis par le lotisseur aménageur (cf. Annexe 2 et 3). Cette étude technico-économique de rentabilité est effectuée à partir d'un calcul de B/I (Bénéfice/Investissement), ou bénéfice net actualisé par euro investi. Ce calcul permet, grâce à une actualisation sur une durée d'étude actuellement de 30 ans, d'évaluer aujourd'hui la valeur d'une décision économique en prenant en compte les dépenses et les recettes intervenant dans l'avenir à des dates différentes :

Recettes : recettes d'acheminement du gaz naturel sur la zone à desservir,

Dépenses comprenant :

- les dépenses d'exploitation de GRDF,
- les dépenses éventuelles d'amenée de réseau et de renforcement de réseau,
- les investissements du DISTRIBUTEUR intégrant les éventuels branchements des lots collectifs et les éventuels branchements prévus depuis le domaine public,
- la Participation de GRDF aux travaux réalisés par le LOTISSEUR AMENAGEUR définis au § 4.4.

Suivant le cas mettre la phrase adaptée C ou D :

**C-** Le résultat favorable de l'étude autorise la desserte en gaz naturel du LOTISSEMENT dans les conditions financières fixées au présent article.

**D-** L'étude technico économique du présent projet fait ressortir, pour assurer la rentabilité des travaux engagés par GRDF, une participation financière du LOTISSEUR AMENAGEUR précisée au § 4.3.2.

Toute modification des éléments techniques figurant en Annexe 2 et 3 (augmentation des longueurs d'alimentation extérieures à la zone, modification du nombre de lots, modification des tracés intérieurs) nécessitera la réalisation d'une nouvelle étude technico économique.

## 4.2 Engagements du LOTISSEUR-AMENAGEUR

### 4.2.1 Promotion de l'énergie gaz

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage dans une démarche active et globale de promotion de l'énergie gaz naturel auprès de chaque acquéreur de lots afin que le nombre de lots alimentés au gaz naturel pour l'ensemble des usages soit le plus élevé possible.

### 4.2.2 Communication vers les clients acquéreurs

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage également à :

- Informer les acquéreurs de lots que leur lot est raccordé au réseau de distribution de gaz naturel, notamment en leur remettant la « fiche information acquéreur » et les inciter à choisir une solution au gaz naturel.
- Transmettre à GRDF, au fil des ventes des parcelles, les coordonnées des acquéreurs de lots (clients particuliers) et de préférence les réservataires de parcelles (au moment de la promesse de vente), après les avoir préalablement informés du destinataire des données (GRDF) et de la finalité de la collecte (permettre à GRDF de les recontacter afin de **leur apporter un conseil personnalisé sur le choix de leur énergie**), dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au prestataire retenu et désigné par le DISTRIBUTEUR.
- Les coordonnées des acquéreurs et réservataires de lots peuvent être transmises selon le modèle en vigueur du LOTISSEUR-AMENAGEUR : format tableur Excel, pdf, documents scannés, ou tout autre format de document contenant les informations suivantes : numéro de lot, nom et prénom de l'acquéreur (ou réservataire), adresse, téléphone, adresse email, achat ou réservation, date d'achat ou de réservation de la parcelle.
- Utiliser les outils de communication sur le gaz naturel remis par le DISTRIBUTEUR (panneaux, brochures, ...) et, a minima, faire figurer (au plus tard le **date**) le texte suivant sur le panneau du LOTISSEMENT : « Ce programme est alimenté au gaz naturel ».

## 4.3 Engagements du DISTRIBUTEUR

### 4.3.1 Mise en ligne du lotissement sur ses sites internet et communication

Le DISTRIBUTEUR propose de diffuser sur ses sites Internet [www.bienchezvous.fr](http://www.bienchezvous.fr) (destiné aux particuliers) et [www.construirogaz.grdf.fr](http://www.construirogaz.grdf.fr) (destiné aux professionnels de la construction) des informations concernant le lotissement (nom et adresse) et le lotisseur dans le cadre de la convention de desserte afin de l'aider à la commercialisation de ses parcelles disponibles.

- Pour les sociétés : dénomination sociale de la société, téléphone, adresse e-mail
- Pour les particuliers : Nom, prénom, téléphone, adresse e-mail

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, le LOTISSEUR AMENAGEUR bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent.

Compte tenu des caractéristiques du réseau Internet que sont la libre captation des informations diffusées et la difficulté, voire l'impossibilité de contrôler l'utilisation qui pourrait en être faite par des



tiers, il peut aussi s'opposer à une telle diffusion. A cette fin le LOTISSEUR AMENAGEUR pourra adresser ces demandes à l'interlocuteur du DISTRIBUTEUR mentionné dans la convention ou celui indiqué sur le site Internet.

Par ailleurs, le DISTRIBUTEUR s'engage à mettre à la disposition du LOTISSEUR-AMENAGEUR des supports de communication (brochures, panneaux, etc....).

#### 4.3.2 Principes de financement des travaux

**Suivant le cas retenu à l'art.4.1 (C ou D) retenir C ou D :**

**C :** Le coût global de l'opération s'élève à ..... euros HT.

Le DISTRIBUTEUR prend en charge le financement et la réalisation des travaux en amont des Ouvrages situés à l'intérieur de la zone du LOTISSEMENT. En particulier, le DISTRIBUTEUR s'engage à financer la réalisation des travaux sur le Réseau d'amenée ainsi que la Mise en gaz.

Le DISTRIBUTEUR s'engage à réaliser les travaux de raccordement du lotissement au réseau de distribution de gaz après réception de la présente convention signée par le LOTISSEUR-AMENAGEUR.

**D :** Le DISTRIBUTEUR réalisera les travaux en amont des Ouvrages situés à l'intérieur de la zone du LOTISSEMENT. En particulier, le DISTRIBUTEUR s'engage à réaliser les travaux sur le Réseau d'amenée ainsi que la Mise en gaz.

Le coût global de l'opération de ..... euros HT se décompose de la façon suivante :

■ ..... euros HT pris en charge par le DISTRIBUTEUR,

■ ..... euros HT pris en charge par le LOTISSEUR AMENAGEUR pour les travaux de raccordement suivant le détail ci-dessous :

Détails des prestations	Quantité	Prix unitaire HT	Montant HT	Taux TVA	Montant TVA	Montant TTC
Participation client aux travaux de desserte en gaz						
Autres lignes en saisie libre						

MONTANT TOTAL	Total HT =	<\$DEV_MT_HT>€
	Montant TVA à x% (Autant de lignes que de TVA différents)	XXXXXX,XX€
	Montant TVA à y%	YYYYY,YY€
	Total TVA	Montant total TVA €
	Total TTC =	<\$DEV_MT_TTC>€

La TVA et le montant TTC sont donnés au taux en vigueur à la date de rédaction de la convention et sont susceptibles de modifications en cas de changement des taux légaux.

Le DISTRIBUTEUR s'engage à réaliser les travaux de raccordement du lotissement au réseau de distribution de gaz après réception de la présente convention signée par le LOTISSEUR-AMENAGEUR et après paiement:

Choisir cas 1 ou cas 2 en fonction du lotisseur (privé ou public)

Cas 1 : société de droit privé :

- soit d'un acompte de 50% de la participation financière précisée ci-dessus et le solde versé au plus tard à la date de mise en gaz du réseau de distribution de gaz à l'intérieur de la zone.
- soit de la totalité de la participation financière précisée ci-dessus .

Cas 2 : société de droit public :

- de la totalité de la participation financière précisée ci-dessus à la fin des travaux au moment de la mise en gaz du réseau de distribution intérieur

Le DISTRIBUTEUR s'engage à réaliser l'étude technique et les travaux de réseau et à l'intérieur du lotissement, pose des socles et des coffrets. Le DISTRIBUTEUR s'engage à équiper tous les Lots individuels du LOTISSEMENT d'un Branchement sauf les Lots où, à la date des travaux, une énergie autre que le gaz a été retenue pour le chauffage, lorsque cette information est connue.

## 4.4 . Financement des travaux réalisés par le LOTISSEUR-AMENAGEUR à l'intérieur de la zone

Le DISTRIBUTEUR s'engage à verser au LOTISSEUR-AMENAGEUR une participation financière de 45 € HT par lot individuel dont le nombre figure en Annexe 2.

La facture de demande de participation forfaitaire par lots sera adressée au DISTRIBUTEUR dans un délai de trois mois à compter de la date de remise d'ouvrage au DISTRIBUTEUR, suivant les modalités de l'Article 5.

En l'absence de facture reçue par le DISTRIBUTEUR dans ce délai, le LOTISSEUR-AMENAGEUR sera réputé avoir renoncé à son droit au paiement de cette participation financière.

## Article 5 – Modalités de paiement et de facturation

Article à insérer uniquement si la phrase D a été retenue au § 4.1

A la signature de la présente convention Le LOTISSEUR AMENAGEUR règlera le montant de sa participation financière précisée à l'article 4.3.2 :

-Par chèque bancaire : à l'ordre de <\$CENTRE.NOM> transmis à l'adresse suivante : [saisir l'adresse où seront créés les modèles d'Imputation (MI)]

-ou par virement : BRED BANQUE POPULAIRE

N° IBAN : [indiquer ici N° compte en fonction de la région]

BIC / BREDFRPPXXX

Le LOTISSEUR AMENAGEUR joindra à son paiement par chèque ou virement les références suivantes afin d'identifier le projet faisant l'objet de la présente convention sans ambiguïté :

<p>N°Rapsodie de l'affaire &amp; N° devis IEP figurant en 1<sup>ère</sup> page de la présente convention</p>
--

Après réception du paiement, le DISTRIBUTEUR transmettra au LOTISSEUR AMENAGEUR la facture correspondant à sa participation financière intégrant la TVA en vigueur à la date de facturation.

## 5.1 –Modalités de facturation

Les factures sont à envoyer en deux exemplaires, à l'adresse suivante : [saisir l'adresse où seront créés les modèles d'Imputation (MI)]

Les factures sont payables à 45 jours fin de mois à compter de leur date d'émission, sous réserve de la remise par le LOTISSEUR-AMENAGEUR :

- du cahier des charges du lotissement et coordonnées du Notaire qui en est dépositaire, conformément au § 8.2 –Création de servitudes, dans le cas où le LOTISSEUR AMENAGEUR rédige un cahier des charges du lotissement.

- ou de la copie authentique de la convention de servitude avec mention de publicité foncière conformément au § 8.2 –Création de servitudes, dans le cas où le LOTISSEUR AMENAGEUR ne rédige pas de cahier des charges du lotissement.

Tout retard de paiement entraîne le versement d'intérêts de retard, calculés sur un taux égal à trois fois le taux d'intérêt légal.

Le LOTISSEUR AMENAGEUR mentionnera dans toutes factures les références suivantes afin d'identifier le projet faisant l'objet de la présente convention sans ambiguïté :

N°Rapsodie de l'affaire & N° devis IEP figurant en  
1<sup>ère</sup> page de la présente convention

## Article 6 – Aspects techniques – Réseau d'amenée

Le DISTRIBUTEUR réalise les travaux en amont des Ouvrages à l'intérieur de la zone , ainsi que les éventuels renforcements du réseau de distribution existant et/ou l'Extension du réseau à partir du réseau de distribution existant en PE<sup>2</sup> (ou acier) de diamètre ..... situé rue ..... , jusqu'aux Ouvrages à l'intérieur de la zone du LOTISSEMENT.

La longueur du réseau d'amenée sera de ..... m environ, conformément à l'Avant-Projet Sommaire fourni en Annexe 3.

## Article 7 – Aspects techniques – Ouvrages à l'intérieur de la zone

**Si le LOTISSEMENT comporte des lots collectifs :**

Les .... lots collectifs situés sur les parcelles ..... à l'intérieur de la zone, seront raccordés ultérieurement à la demande du Lotisseur-Aménageur et feront l'objet de contrats distincts de la présente convention. Leur nombre et l'ensemble de leurs logements est précisé en Annexe 2. Le cout de leurs raccordements au réseau de distribution intérieur du lotissement a été intégré à l'étude technico économique précisée au § 4.1. Au moment du raccordement de ces lots collectifs il n'y aura donc pas lieu de réaliser une nouvelle étude technico économique, sauf en cas de modifications des éléments techniques du projet telles que précisées au § 4.1.

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage à se conformer au « Guide des bonnes pratiques : Réalisation des ouvrages gaz dans les programmes immobiliers, les lotissements ou les zones d'aménagement » (Référence 2RDB0410) remis par le DISTRIBUTEUR ou qu'il pourra télécharger sur [www.grdf.fr](http://www.grdf.fr). Ce guide précise sous forme condensée et illustrée, les exigences du DISTRIBUTEUR en matière de construction des ouvrages à l'intérieur de la zone :

- Le réseau et les branchements
- Les tranchées : profondeur, dispositif avertisseur, règle de tracé et de voisinage avec les réseaux humides et les canalisations sèches, fourreaux, remblai,
- Coffrets de comptage : règles d'implantation et de pose, notamment altimétrie,
- Cartographie
- Définition des ouvrages gaz dans l'espace.

En complément de ce guide, il est précisé que le tracé des canalisations de distribution de gaz naturel et que leurs équipements et accessoires associés ne passent en aucun cas à l'intérieur de parcelles privatives ou destinées à le devenir.

---

<sup>2</sup> PE :polyéthylène

La longueur du réseau de desserte à l'intérieur du lotissement sera de ..... m environ, conformément à l'Avant-Projet Sommaire fourni en Annexe 3.

## 7.1 Réalisation de l'Étude Technique par le Distributeur

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage à fournir au DISTRIBUTEUR à la signature de la présente convention et au plus tard 3 mois avant le démarrage des travaux, un dossier projet qui doit répondre en particulier au guide des bonnes pratiques cité ci-dessus.

Ce dossier comprend les renseignements suivants :

- Le réseau et les branchements
- Les tranchées : profondeur, dispositif avertisseur, règle de tracé et de voisinage avec les réseaux humides et les canalisations sèches, fourreaux, remblai,
- Coffrets de comptage : règles d'implantation et de pose, notamment altimétrie,
- Cartographie
- Définition des ouvrages gaz dans l'espace.

A réception des documents, LE DISTRIBUTEUR s'engage, dans un délai d'un mois, à réaliser l'étude technique du projet du tracé des Ouvrages à l'intérieur de la zone et à la communiquer au LOTISSEUR AMENAGEUR sur la base des renseignements fournis par le LOTISSEUR AMENAGEUR et après concertation avec ce dernier.

## 7.2 Réalisation des Ouvrages à l'intérieur de la zone

### 7.2.1 -Coordination Sécurité Protection de la Santé

En cas de co-activité de plusieurs entreprises pour réaliser les VRD, le LOTISSEUR-AMENAGEUR (en tant que Maître d'Ouvrage) doit désigner un «Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé» pour l'ensemble de l'opération, conformément à la législation en vigueur.

Le nom et l'adresse du coordonnateur SPS (Sécurité Prévention de la Santé) sera communiqué , 15 jours au moins avant le début des travaux , au DISTRIBUTEUR afin que les intervenants travaillant pour son compte soient inclus dans le plan général de coordination et puissent lui transmettre leur PPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé).

Cette coordination intégrera les travaux de réseau d'amenée réalisé par le DISTRIBUTEUR si ces derniers sont réalisés conjointement à ceux de l'opération.

### 7.2.2 – Engagements du LOTISSEUR-AMENAGEUR concernant la réalisation des ouvrages

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage à réaliser les travaux qui lui incombent dans le respect des règles en vigueur et notamment de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité pour la distribution de gaz combustible par canalisations et les cahiers des charges associés, sauf exigences supplémentaires contenues dans les spécifications techniques du DISTRIBUTEUR remises au LOTISSEUR-AMENAGEUR.

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR réalise et prend à sa charge les travaux de terrassement, en tenant compte des exigences contenues dans les spécifications techniques du DISTRIBUTEUR qui lui ont été remises à la signature de la présente convention:

- réalisation de la fouille, commune ou non, destinée à recevoir les Ouvrages à l'intérieur de la zone (y compris la fouille de raccordement. La fourniture et pose de fourreaux en traversée de voirie le cas échéant),
- remblayage de la fouille (y compris matériau meuble en fond de fouille et pose du grillage avertisseur de couleur jaune) et remise en état des sols.

Le LOTISSEUR AMENAGEUR s'engage à fournir un **planning prévisionnel** de travaux au moins 3 mois avant le début des terrassements nécessaires à la réalisation des travaux de distribution du gaz naturel à l'intérieur du lotissement.

Les représentants du LOTISSEUR-AMENAGEUR et du DISTRIBUTEUR conviennent de fixer, au moins 15 jours avant le début du chantier du lotissement, le **planning définitif** des travaux de distribution du gaz naturel à l'intérieur du lotissement, ainsi que ceux du Réseau d'amenée. Il comprendra notamment la date prévue de Mise en gaz. La Fiche information et planning dont le modèle est joint en annexe 2 peut être utilisée à cet effet.

Ce planning des travaux et la fiche information et planning précisant l'identité et la qualité des intervenants sur le chantier seront dûment signés par chacune des parties, soit à la signature de la présente CONVENTION, soit ultérieurement, dès que ces informations seront connues.

**Le LOTISSEUR AMENAGEUR prend en charge la pose des coffrets et de leurs socles fournis par le DISTRIBUTEUR.**

Toute modification du projet ou du planning à l'origine d'une des parties fera l'objet d'une concertation avec l'autre partie.

### **7.2.3 Engagements du DISTRIBUTEUR concernant la réalisation des ouvrages**

Le DISTRIBUTEUR fournit les tubes PE (ou acier) et les accessoires (prises, manchons,...) destinés à être posés au titre des Ouvrages à l'intérieur de la zone. Le DISTRIBUTEUR fait réaliser sous sa responsabilité la pose (non compris le matériau meuble mis en fond de fouille à la charge du LOTISSEUR AMENAGEUR) et la soudure de tous les tubes PE (ou acier) et accessoires en PE (ou acier) à l'intérieur du LOTISSEMENT, y compris les Branchements.

Le DISTRIBUTEUR fournit les coffrets et socles nécessaires. Il assure la pose des coffrets et de leur socle qui sera réalisée systématiquement avant la pose des Branchements.

Le DISTRIBUTEUR se réserve le droit de réaliser des contrôles ponctuels ou continus en cours de chantier et est autorisé à pénétrer à tout moment sur le chantier.

**Si phrase B retenue dans le préambule est la suivante : « Le lotissement est situé en bordure de voie publique et des branchements sont prévus depuis le domaine public pour alimenter des lots. » ajouter :**

**Tenant compte du fait que des branchements sont prévus depuis le domaine public pour alimenter des lots, le DISTRIBUTEUR se charge d'obtenir les autorisations administratives pour effectuer les travaux des branchements correspondants. Les travaux seront pris en charge par le DISTRIBUTEUR et réalisés par l'entreprise de son choix. Ces travaux seront planifiés en même temps que ceux réalisés à l'intérieur de la zone de lotissement. La responsabilité du DISTRIBUTEUR ne pourrait être engagée en cas de refus d'autorisation administrative de réalisation des travaux.**

## **7.3 Opérations de fin de chantier**

### **7.3.1 – Réception des ouvrages par le Distributeur**

A la réception de la tranchée ouverte, le DISTRIBUTEUR et le MAITRE D'OUVRAGE signent de façon contradictoire un « Procès verbal de réception de tranchée ouverte avant déroulage de tube PE » (un modèle de document est fourni en Annexe 4).

### **7.3.2 - Réception des ouvrages par le Lotisseur-Aménageur.**

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR procède, sous sa responsabilité, à la réception des ouvrages dont il a commandé la réalisation à un ou plusieurs entrepreneurs. Si les défauts constatés, le cas échéant, sur les travaux à la charge du LOTISSEUR AMENAGEUR (tranchées) ne sont pas pris en compte dans un délai de 3 mois à compter de la date de Réception d'ouvrage, le DISTRIBUTEUR sera en droit de faire exécuter les travaux correspondants aux frais et risques du LOTISSEUR-AMENAGEUR après mise en

demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé notifié par Lettre Recommandée avec Avis de Réception.

## 7.4 – Prise en charge de l'ouvrage par le DISTRIBUTEUR pour incorporation dans la concession

Le DISTRIBUTEUR incorporera les ouvrages de distribution de gaz réalisés à l'intérieur du lotissement dans la concession.

- Réalisation du fond de plan géoréférencé

Dans un délai d'un mois maximum après la Remise d'ouvrage, le DISTRIBUTEUR prendra en charge la réalisation d'un fond de plan numérisé géoréférencé du LOTISSEMENT comportant la représentation des bâtis, sinon des délimitations parcellaires. Les données répondront aux exigences du Décret anti-endommagement et être de classe A.

## Article 8 – Régime des canalisations et aspect foncier

### 8.1 Ouvrages en Concession et accessibilité des compteurs

Le DISTRIBUTEUR en tant que concessionnaire du réseau de Distribution publique de gaz incorporera à l'issue de la « Remise d'ouvrage » tous les Ouvrages situés à l'intérieur de la zone du LOTISSEMENT, jusqu'à la bride aval (incluse) des compteurs individuels, dans l'inventaire des ouvrages faisant partie de la Concession de la commune de **Nom de la Commune du LOTISSEMENT** et en assurera l'exploitation et l'entretien.

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR déclare par la présente être informé des principales caractéristiques de ce régime et des conséquences qu'il entraîne pour lui.

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR disposera tous les compteurs (compteurs individuels et dispositifs additionnels) en limite de chacun des Lots desservis pour permettre à GRDF d'y accéder à tout moment.

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage à ce que les dispositions du présent article soient insérées dans le cahier des charges du LOTISSEMENT et dans les actes de vente des différents Lots afin d'être opposables à tout acquéreur et ayant-droit.

### 8.2 Création de servitudes

#### 8.2.1 – Servitude consentie par le LOTISSEUR-AMENAGEUR au DISTRIBUTEUR

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR consent expressément au DISTRIBUTEUR une servitude pour établir à demeure dans l'emprise des parties communes du LOTISSEMENT, les ouvrages destinés à l'alimentation en gaz naturel des constructions qui sont édifiées (les canalisations PE ou acier, les accessoires et autres installations).

Il est précisé au LOTISSEUR-AMENAGEUR que toute plantation d'arbre à proximité du réseau du DISTRIBUTEUR devra être conforme à la Norme NF P 98 -332 de février 2005, intitulée « Règle de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinages entre les réseaux et les végétaux ».

Lors des cessions de Lots, le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage à inscrire dans les actes Authentiques que les ACQUÉREURS DE LOTS doivent :

- garantir le libre accès aux réseaux des différents DISTRIBUTEURS
- que toute construction de bâtiments est interdite sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre du réseau du DISTRIBUTEUR, cette distance étant réduite, du côté de la canalisation le plus proche de la limite des parcelles privatives, à un mètre afin de prémunir l'ouvrage des travaux de tranchées réalisés en domaine privatif par l'acquéreur du lot lors notamment d'édification ultérieure d'un muret en limite de sa propriété. Le mobilier urbain non pourvu de fondations, tel que bancs, abribus, panneau d'affichage, etc.... ne sera pas considéré comme un bâtiment au sens de la présente convention".

En cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de l'une ou de plusieurs des parcelles constitutives du lotissement, le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage à dénoncer au nouvel ayant droit la servitude dont elle est grevée, en obligeant expressément ledit ayant droit à la respecter en son lieu et place.

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage à informer le DISTRIBUTEUR en cas de rétrocession de la voirie et de son incorporation dans le domaine public.

### **8.2.2 – Droit d'accès et d'intervention du DISTRIBUTEUR**

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR confère le droit au DISTRIBUTEUR, à ses collaborateurs ou à toute personne habilitée par lui, de pénétrer dans les parties communes du LOTISSEMENT visé au Préambule de la présente CONVENTION et d'y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction ou au raccordement de nouveaux ouvrages, ainsi qu'à l'exploitation, la surveillance, l'entretien, le renforcement, la réparation, l'allongement, l'enlèvement de tout ou partie de la canalisation et des ouvrages accessoires.

### **8.2.3 -.Documents à remettre par le LOTISSEUR AMENAGEUR**

Dans le cas où le LOTISSEUR-AMENAGEUR rédige un cahier des charges du lotissement, déposé chez un notaire, il s'engage :

- à y faire figurer les §8.1, §8.2.1 et §8.2.2 ci-dessus en prévoyant que la servitude sera transférée, à l'ASL, au Syndic ou à la collectivité qui portera la responsabilité des parties communes et des voiries,
- à y annexer le plan de récolement des VRD faisant figurer les canalisations et les ouvrages de distribution de gaz
- à communiquer au DISTRIBUTEUR un exemplaire du dit cahier des charges publié et les coordonnées du notaire qui en est dépositaire dans un délai de trois mois à compter de la date de réception des ouvrages.

Dans le cas où le LOTISSEUR-AMENAGEUR ne rédige pas de cahier des charges du lotissement, il régularisera à ses frais par acte authentique une convention de servitude dont le DISTRIBUTEUR lui remettra le modèle.

Le LOTISSEUR-AMENAGEUR s'engage à remettre une copie authentique de la dite convention de servitude avec mention de publicité foncière au DISTRIBUTEUR dans un délai de trois mois à compter de la date de réception des ouvrages.

## **8.3 Non-obtention des autorisations**

La non-obtention des autorisations nécessaires, notamment l'autorisation de lotir par le LOTISSEUR-AMENAGEUR, à l'issue d'un délai de deux (2) années à compter de la date de signature de la présente convention ou la non-obtention des autorisations administratives nécessaires à l'implantation du réseau d'amenée par le DISTRIBUTEUR impliquent la résolution de la présente CONVENTION.

### **Texte à ajouter en cas de phrase B présente dans le préambule :**

Du fait que des branchements sont prévus depuis le domaine public pour alimenter des lots, en cas de refus du gestionnaire de voirie impliquant la non obtention des autorisations de travaux ou de dates d'interventions autorisées incompatibles avec le projet du LOTISSEUR AMENAGEUR, le DISTRIBUTEUR ne pourrait être tenu responsable de la non alimentation des lots ou du retard engendré.

## **Article 9 - Cession – Clause d'agrément**

La présente CONVENTION présente un caractère "intuitu personae". En conséquence, le LOTISSEUR-AMENAGEUR ne pourra céder les droits qu'il détient au titre de la présente CONVENTION, sauf s'il obtient préalablement et par écrit le consentement du DISTRIBUTEUR.



## Article 10 - Validité -Résiliation- Désistement

La présente convention est valable un an à compter de sa date d'envoi et une signature sur cette période. Si la convention n'était pas signée par les deux parties dans ce délai et que le projet ne présentait pas de modifications techniques susceptibles de remettre en cause l'équilibre du calcul technico économique réalisée par le Distributeur, la validité de ladite convention serait portée exceptionnellement à deux ans à compter de sa date d'envoi.

La convention prend effet à la date de signature par les deux parties et sa nouvelle période de validité est fixée à deux ans à compter de cette date.

La convention sera automatiquement résiliée dans les situations suivantes :

- Si des modifications techniques (cf. Annexe 3) amènent à un résultat défavorable de l'étude technico économique,
- Si le lotisseur n'a pas réalisé les travaux dans les deux années qui suivent la date de signature de la présente convention.
- En cas de désistement, le LOTISSEUR AMENAGEUR en informe immédiatement le DISTRIBUTEUR, par courrier recommandé avec avis de réception. Les dépenses éventuelles engagées par le DISTRIBUTEUR à la date de notification du désistement seront dues par le LOTISSEUR AMENAGEUR.
- En cas de défaillance constatée de l'une ou l'autre partie, et d'échec de la conciliation stipulée à l'article « Litiges », la présente CONVENTION sera résiliée de plein droit. Cette résiliation n'emporte pas abandon des dommages et intérêts éventuellement dus par la partie défaillante.

## Article 11 - Non-exclusivité

Il est convenu que la présente CONVENTION n'est assortie d'aucune clause d'exclusivité réciproque entre les parties.

## Article 12 - Confidentialité

Les parties s'interdisent de porter à la connaissance de tout tiers, y compris leurs cocontractants, et par quelque voie que ce soit, le texte intégral ou des extraits de la présente CONVENTION, sauf pour se conformer à une obligation légale ou pour satisfaire aux nécessités d'une action en justice.

Il est de plus, expressément convenu que les indications, informations, propositions, renseignements, etc. de toute nature échangés à l'occasion, notamment, de la négociation, de la conclusion ou de l'exécution de la présente CONVENTION, présentent un caractère confidentiel.

## Article 13 – Litiges

Tout litige relatif à l'exécution et /ou l'interprétation de la présente CONVENTION devra faire l'objet d'une recherche de conciliation entre les parties, à peine d'irrecevabilité, préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal compétent.

Cette conciliation devra être entreprise à l'initiative de l'une des parties dans le mois qui suit la connaissance de l'objet du litige ou du différend confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Les parties doivent procéder à la désignation d'un conciliateur commun dans le délai d'un mois suivant l'ouverture de la conciliation. Une fois désigné, ce conciliateur dispose d'un délai de trois mois pour aboutir à une solution. A défaut d'y parvenir, chacune des parties est libre d'engager une action contentieuse.

Tant que la durée de cette phase de conciliation n'est pas épuisée, les parties conviennent de considérer toute action en justice comme irrecevable et toute prescription d'action en justice comme suspendue.

## Article 14 - Responsabilité

14.1- Le LOTISSEUR-AMENAGEUR garantit le DISTRIBUTEUR contre tout recours qui serait engagé par les acquéreurs de Lots, les Ayants-droit ou tout autre tiers, du fait de dommages de quelle que nature que ce soit trouvant leur origine dans les travaux réalisés par le LOTISSEUR-AMENAGEUR et décrits à l'article 7.



14.2- Le LOTISSEUR-AMENAGEUR est dépositaire du matériel fourni par GRDF (exemple : tubes PE, boules marqueurs, coffrets et socles) et en assure la garde ainsi que la surveillance jusqu'à la Mise en Gaz des lots.

### *Signatures*

Fait en deux exemplaires originaux, à **Lieu**  
Le **Date**

LE DISTRIBUTEUR,

Représenté par

**Prénom, Nom, Fonction, Entité**

LE LOTISSEUR-AMENAGEUR

Représenté par

**Prénom, Nom, Fonction**

# Liste des Annexes

## ANNEXE 1

Interlocuteurs

## ANNEXE 2

Fiche Information et Planning

## ANNEXE 3

Plan de situation et Plan de masse au 1/200<sup>ème</sup> du LOTISSEMENT : à insérer localement  
Tracé prévisionnel GRDF extérieur au lotissement précisant le(s) point(s) d'entrée(s)  
Tracé prévisionnel des canalisations défini par GRDF à l'intérieur de la zone

## ANNEXE 4

Procès Verbal de réception de tranchée ouverte avant déroulage de tube PE – *Modèle de document*

**NB :** Au cas où des données figurant dans les Annexes seraient inconnues à la date de signature de la Convention, les éléments manquants seront complétés au fur et à mesure de l'avancement du projet, et au plus tard 1 mois avant la date de démarrage des travaux.

## Interlocuteurs chez GRDF et le LOTISSEUR-AMENAGEUR pendant la durée de l'opération

### A- Les interlocuteurs chez GRDF pendant la durée de l'opération sont les suivants :

#### Interlocuteur Commercial :

Responsable Energie et Aménagement de la Délégation Marché Grand Public

Nom,

Prénom,

Adresse :

Tél fixe et mobile

Adresse

email

#### Interlocuteur Technique :

Fonction : chargé d'affaires

Nom,

Prénom,

Adresse :

Tél fixe et mobile

Adresse

email

### B- Les interlocuteurs chez le LOTISSEUR-AMENAGEUR pendant la durée de l'opération sont les suivants<sup>3</sup>:

#### Correspondant ingénierie : interlocuteur du chargé d'affaire de GRDF

Nom,

Prénom,

Fonction

Adresse :

Tél fixe et mobile

Adresse

email

#### Interlocuteur chargé de transmettre les coordonnées des acquéreurs à GRDF

Nom,

Prénom,

Fonction

Adresse :

Tél fixe et mobile

Adresse

email

Le Lotisseur et le Distributeur s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'interlocuteur dans les meilleurs délais

---

<sup>3</sup> En cas d'interlocuteurs supplémentaire préciser leurs noms, prénoms, fonction et téléphone.

## ANNEXE 2

### FICHE INFORMATION et PLANNING

Affaire N° : Numéro Affaire

Nom du LOTISSEMENT : " Nom du LOTISSEMENT "

Adresse du LOTISSEMENT : Adresse

Nombre de parcelles :

Nombre de lots individuels : Nbre de Lots individuels

Nombre de lots collectifs : Nbre de lots collectifs

Nombre de logements en immeubles collectifs : nbre de logements

Nom du LOTISSEUR-AMENAGEUR : Nom

**Le cas échéant, sélectionner le paragraphe suivant :** Le Lotisseur-Aménageur informe GRDF, sans que cela ne constitue une obligation au titre de la présente convention de desserte, qu'il envisage de prévoir dans le cahier des charges de lotissement l'obligation pour les acquéreurs de chauffage au gaz naturel sur l'ensemble du lotissement. A ce titre, les acquéreurs seront informés de la liberté de choisir leur fournisseur de gaz dont la liste figure sur le site internet [www.energie-info.fr](http://www.energie-info.fr).

\*\*\*\*\*

Responsable du chantier : Nom

#### PLANNING CHRONOLOGIQUE DE L'OPÉRATION.

A compléter par le LOTISSEUR-AMENAGEUR :

Numéro du Permis de lotir : Numéro

Date d'obtention du permis : Date

Nom de l'entreprise qui réalise les travaux : Nom

Date souhaitée de démarrage du chantier : Date

Date prévisible du début des terrassements pour la réalisation des réseaux gaz naturel : Date

Date prévisible de livraison des Lots (à préciser par tranche le cas échéant) : Date

Date des réunions de chantier : Date

A compléter par le DISTRIBUTEUR :

Délai nécessaire au DISTRIBUTEUR, à compter de la date de signature de la présente Convention, pour démarrer les travaux de distribution de gaz à l'intérieur du Lotissement : ..... semaines

LE LOTISSEUR-AMENAGEUR Nom du LOTISSEUR-AMENAGEUR

Date : Date

Signature :

(précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé")

## ANNEXE 3

### **PLAN DE SITUATION ET PLAN DE MASSE au 1/200<sup>ème</sup> du LOTISSEMENT**


Tracé prévisionnel GRDF extérieur au lotissement précisant le(s) point(s) d'entrée(s)

Tracé prévisionnel des canalisations défini par le LOTISSEUR AMENAGEUR à l'intérieur de la zone

### **DESCRIPTION DE L'OPERATION**

**Joindre L'Avant Projet Sommaire**

## ANNEXE 4

	<h3 style="margin: 0;">Procès verbal de réception de tranchée ouverte avant déroulage de tube PE</h3> <p style="color: blue; font-style: italic; margin: 0;">(Modèle de document)</p>	<p>MRES 10/27</p>  <p>V1.1</p> <p>01-09-2010</p>
---	---	--

<b>Descriptif GRDF de l'affaire</b> N°Affaire _____ Adresse : _____ Commune : _____	
---	--

<b>Coordonnées des intervenants :</b> Lotisseur / Aménageur : _____ Maître d'Œuvre : _____ Entreprise de Travaux : _____ Interlocuteur GRDF : _____
---

Le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_, nous soussignés GRDF, représenté par le chargé d'affaires en présence du maître d'ouvrage ou de son représentant, après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires de la tranchée ouverte, branchements et coffrets, déclarons:

- ☐ - L'Admission de la réception de tranchée ouverte avant déroulage du PE
- ☐ - L'Admission avec réserves de la réception de tranchée ouverte avant déroulage du PE :  
                   sous réserve de l'exécution des travaux énumérés ci-après avant le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ et en l'absence de constat de nouvelles réserves, la réception de la tranchée sera prononcée.

La programmation des travaux de pose de réseau et de mise en gaz dépendent de la date de réception de la tranchée.

<b>Travaux à réaliser si réserves constatées :</b>
--

### Liste non exhaustive des contrôles

	C	NC
■ Propreté de la tranchée (fond de fouille sans eau, gravats, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Accessibilité de la tranchée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Largeur de tranchée permet le respect de la distance entre les réseaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Présence d'un lit de sable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Nature du sable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Présence de fourreau en traversée de chaussée de type TPC1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Cohérence du diamètre du fourreau en fonction du tube PE à poser	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Fouille branchement perpendiculaire à la fouille réseau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Piquetage avec altimétrie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Pose des coffrets (limite propriété, hauteur, présence fourreaux de remontée)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Respect des distances aux végétaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
■ Mise en place de protections mécaniques le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C : Conforme

NC : Non Conforme

Date et signature de l'entreprise  
d'ouvrage

Date et signature du maître

